

Membres du Conseil municipal : 29
Membres en exercice : 29
Présents : 20 Absents : 09
Suffrages exprimés : 26

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT
Haute-Garonne

Envoyé en préfecture le 26/12/2017

Reçu en préfecture le 26/12/2017

Affiché le

ID : 031-213101181-20171221-D20171017-DE



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRÉTEFONDS (31620)

Séance 2017/10 du 21 décembre 2017

D. 2017/10-17 – URBANISME – PLU – Bilan de concertation - Révision allégée n°1
Arrêt du projet

L'an deux mil dix-sept, le vingt et un décembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle du Conseil municipal, Maison de la Culture, sous la présidence de Monsieur Daniel DUPUY, Maire.

Présents : ABAD-LAHIRLE Nadine, BODIOU Christelle, BRUN Dante, CALVET Karen, CONSTANS Loïc, DALDOSSO Corinne, DARES Patrick, DUPUY Daniel, DUSSART Vincent, FOISSAC Christian, FORTIER J-Claude, LABIT Alain, MARTY Laurent, NESPOLO Florence, PILIPCZUK Gregory, RECOBRE Pierre, ROBIN Véronique, SMIDTS Roberte, VERDEAU-BORNE Sébastien, WASTJER Michel.

Absents excusés : BOSCARIOL Eric, DELLAC Anne-Marie, LHERM Jean-Pierre, RIBOUCHON Thomas, SIGAL Sandrine, TORNOS Luc.

Absents : BINET Pascale, DESCHAMP Lydie, MARTINAZZO Estelle.

Pouvoirs : BOSCARIOL Eric à DUPUY Daniel, DELLAC Anne-Marie à RECOBRE Pierre, LHERM Jean-Pierre à DALDOSSO Corinne, RIBOUCHON Thomas à FORTIER J-Claude, SIGAL Sandrine à ABAD-LAHIRLE Nadine, TORNOS Luc à CONSTANS Loïc.

Les conseillers ont été convoqués le 15 décembre 2017, selon leur souhait exprimé, par pli remis à leur domicile par les agents de Police municipale et/ou par courrier électronique à leur adresse personnelle de messagerie. Le dossier était composé du courrier de convocation, de l'ordre du jour, du PV du 09/11/17, des notes explicatives de synthèse et des projets de délibération avec leurs pièces jointes.

ABAD-LAHIRLE Nadine est nommée secrétaire de séance. Pascal BARAT, Directeur général des services et Marie-Brigitte CHOISY, responsable des Affaires juridiques, assistent à la séance en tant qu'auxiliaires.

Par délibérations en date du 6 avril 2017, le Conseil Municipal a décidé de prescrire trois révisions allégées du Plan Local d'Urbanisme de Castelnau d'Estrétefonds.

La procédure de révision allégée n°1 concerne une modification de zonage nécessaire pour la réalisation du projet d'extension du cimetière communal. Les modifications proposées du document d'urbanisme portent sur les points suivants :

- Modification du zonage sur le document graphique du Plan Local d'Urbanisme pour la parcelle cadastrée B 950, ainsi que celui des parcelles du cimetière actuel cadastrées B 1009, B 698, B 444 et B 862 ;
- Ajout d'une nouvelle zone UE dans le règlement, avec des prescriptions correspondant au projet du cimetière.

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 rend obligatoire la concertation auprès du public pendant la révision allégée du PLU et ce, jusqu'à son arrêt en Conseil municipal.

Conformément à l'article L.103-4 du Code de l'urbanisme, la concertation préalable permet, pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, aux habitants d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la commune.

L'article L.103-6 du Code de l'urbanisme précise :

« A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L.103-3 en arrête le bilan ».

L'article R.153-3 du Code de l'urbanisme précise :

« La délibération qui arrête un projet de plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation, en application de l'article L. 103-6. »

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre I^{er} du Code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

Dans le cadre des trois révisions allégées, la concertation préalable a été organisée conformément aux modalités définies par les délibérations du Conseil municipal du 6 avril 2017 et s'est tenue du 20 juin 2017 au 21 juillet 2017.

Les modalités de la concertation préalable étaient les suivantes :

- Affichage en mairie de la délibération et de l'avis au public et communication sur le site internet de la commune pour informer la population de l'ouverture de la concertation à partir du 10 avril 2017 ;
- Mise à disposition du public, pendant les jours et les heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la commune, du dossier préalable de la révision allégée, et d'un registre à feuillets non mobiles dans lequel les remarques du public pourront être consignées à partir du 6 avril 2017.

D'autres moyens de communication ont également été utilisés :

- Publication sur le lancement de la concertation dans la newsletter de la mairie du mois de juillet,
- Parution de l'avis au public informant du lancement des procédures dans le journal « La Dépêche du Midi » du 25 avril 2017 et dans le journal « La voix du midi » du 27 avril 2017,
- Parution de l'avis de concertation informant sur les modalités de la concertation préalable dans le journal « La Dépêche du Midi » du 17 juin 2017 et dans le journal « La voix du midi » du 22 juin 2017.

Les délibérations de prescription, ainsi que les notes de présentation des révisions allégées, ont été transmises aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme :

- Le Préfet de la Haute-Garonne,
- La Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,
- Le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Communauté de Communes du Frontonnais,
- Le Président du Syndicat Mixte en charge du SCoT Nord Toulousain,
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de la Haute-Garonne,
- Le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,
- Les services de l'Etat : DDT Haute-Garonne, DREAL Occitanie.

Dix personnes publiques associées ont ainsi été consultées dans le cadre de l'élaboration du projet de révisions allégées du PLU.

Les modalités de concertation décrites ci-dessus ont permis d'informer les habitants et les personnes publiques associées et de recueillir quelques observations et avis. Concernant la révision allégée n°1, une seule observation a été émise sur le registre. Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne a transmis son avis suite à la consultation. Ces deux avis peuvent être synthétisés de la façon suivante :

- Une habitante s'interroge sur la nécessité de supprimer trois hectares de la zone agricole protégée Ap pour l'extension du cimetière et sur la prise en compte des risques de mouvements de terrain.

- La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne donne un avis défavorable compte-tenu de la superficie du projet d'extension du cimetière trop importante (2 ha). Un futur avis favorable sera conditionné par la réduction de moitié du classement de la zone Ap en zone UE sur la parcelle B 950.

Suite à ces deux remarques et, notamment, celle de la Chambre d'Agriculture, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la réduction de moitié de l'extension prévue du cimetière sur la parcelle B 950 (d'environ deux hectares à un hectare).

Etant donné que le territoire communal comprend deux zones Natura 2000, une évaluation environnementale du projet de révision allégée a été réalisée dans le cadre de cette procédure. Considérant les conclusions de cette étude, il est proposé de protéger la lande arbustive située derrière le cimetière au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal est donc appelé à approuver ce bilan de concertation et à arrêter le projet de révision allégée n°1, conformément aux articles L.103-6 et L.153-14 du Code de l'urbanisme.

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau d'Estrétefonds, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2014 et modifié par délibération du 16 avril 2015 ;

Vu la délibération n°2017/04-05 portant sur la prescription de la révision allégée n°1 et sur les modalités de la concertation préalable ;

Vu le bilan de la concertation et la note explicative sur le projet annexés à la présente délibération ;

Considérant que la concertation préalable s'est déroulée de manière satisfaisante au regard des modalités énoncées dans la délibération du 6 avril 2017 ;

Considérant la prise en compte des avis et des conclusions de l'évaluation environnementale dans le projet de révision allégée ;

Considérant la nécessité d'approuver le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de révision allégée n°1 ;

Où l'exposé du maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

APPROUVE le bilan de la concertation préalable lié au projet de révision allégée n°1,
ARRETE le projet de révision allégée n°1 tel qu'il est annexé à la présente délibération,
PRESCRIT la transmission du projet de révision allégée avec l'évaluation environnementale relative à cette procédure à l'Autorité Environnementale,
PRESCRIT la communication pour avis du projet aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la CDPENAF avant la réunion d'examen conjoint et l'enquête publique.

Conformément à l'article R.153-3 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pour une durée d'un mois.

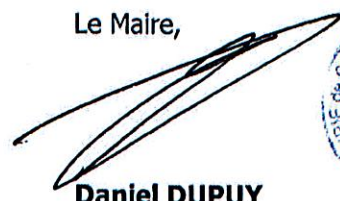
Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, le 22 décembre 2017

Au registre sont les signatures

Affiché le

Le Maire,



Daniel DUPUY





DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

P LAN L OCAL D' U RBANISME

Arrêt du projet de la révision allégée n°1

Décembre 2017

<i>Procédure</i>	<i>Réalisation</i>	<i>Approuvée le</i>
Elaboration	Urbactis	20 mars 2014
Modification n°1	Urbactis	16 avril 2015
Modification n°2	Mairie	} <i>En cours</i>
	AUAT, CCF (partie graphique)	
Révision allégée n°1	Mairie	
Révision allégée n°2	Mairie	
Révision allégée n°3	Mairie	